

Revue de presse du Mali

01.09 – 15.09.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

- Afrique : Le printemps des coups d'état militaires ?

- Décryptage : Les régimes transitoires en quête de reconnaissance

AFRIQUE : Le printemps des coups d'état militaires ?

Le 30 août 2023, des militaires gabonais ont annoncé à la télévision nationale avoir pris le pouvoir et mis fin au règne d'Ali Bongo. Dans ce contexte de multiplication des régimes militaires, l'Afrique se dirige-t-elle vers un printemps des coups d'Etat militaires ?

Un mois après le coup d'Etat militaire au Niger qui a propulsé le général de brigade Abdourahamane Tchiani au pouvoir, ce 30 août 2023, le Gabon, qui venait de terminer ses élections générales notamment la présidentielle, a connu un coup d'Etat militaire.

Des militaires gabonais, qui se sont regroupés sous la bannière du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) dans une courte allocution télévisée, ont annoncé avoir pris le pouvoir au Gabon.

Les nouveaux maîtres du Gabon ont dissous toutes les institutions gabonaises, à savoir le gouvernement, le Sénat, l'Assemblée nationale, la Cour constitutionnelle, le Conseil économique, social et environnemental et le Conseil gabonais des élections qui a proclamé les résultats des élections générales du samedi 26 août, l'un des facteurs de ce putsch.

Les militaires qui ont pris le pouvoir ont déclaré que le président Ali Bongo est gardé en résidence surveillée, entouré de sa famille et de ses médecins.

Depuis 2020, les coups d'Etat militaires se multiplient en Afrique. Et la question que tout le monde se pose l'Afrique se dirige-t-elle vers un printemps des coups d'Etat ?

Pour bon nombre d'analystes, le continent africain se dirige indubitablement vers un printemps des coups d'Etat avec l'instauration des régimes militaires comme dans les années 1968 jusqu'à 1980 et 1990.

Selon eux, la preuve, c'est le Mali qui a ouvert les premiers pas de ce printemps des coups d'Etat militaires en Afrique de l'Ouest suivis de la Guinée-Conakry, Burkina Faso et le Niger.

Maintenant, le virus commence à contaminer l'Afrique centrale avec ce putsch militaire au Gabon.

Une analyse largement partagée par l'ancien président français, François Holland qui dans une interview affirme que l'absence de réaction "suffisamment nette" après le coup d'Etat contre Ibrahim Boubacar Kéita en août 2020 à Bamako ait participé de cet effet de contagion.

Selon ses dires, la réaction aurait dû se faire dès le premier coup d'Etat au Mali.

Source : Mali Tribune

Décryptage : Les régimes transitoires en quête de reconnaissance

Dans ce décryptage, la question de la reconnaissance dans les régimes transitoires, tiraillés entre le terrorisme et les besoins des populations : école, justice, santé, sécurité, etc.

La reconnaissance incarne l'unité des rapports humains

Il existe toute une riche littérature philosophique sur la notion de reconnaissance. Il faut néanmoins noter que, d'un point de vue purement sociologique, la notion de reconnaissance recouvre une dimension relationnelle (Honneth : 2002) : amicale, juridique, politique ou solidaire.

Primo, reconnaître quelqu'un, c'est confirmer les capacités et les valeurs qu'il incarne de par son travail ou son rôle dans la société. Deuzio, reconnaître quelqu'un, c'est aussi lui témoigner une certaine solidarité.

La reconnaissance traduit une demande de satisfaction de légitimité culturelle, politique, sociale ou traditionnelle. Evidemment, la notion de reconnaissance exprime un sentiment d'appartenance et de confiance des uns envers les autres.

Qu'il s'agisse des relations entre Etats, entre individus, entre dirigeants et citoyens, la valorisation de nos valeurs communes est au cœur de la notion de reconnaissance.

Enfin, elle incarne aussi bien l'unité des rapports humains que celle des liens entre dirigeants et citoyens. Comment traduire cette notion de reconnaissance dans les transitions ?

Les déficits de reconnaissance

Sur les cendres des combats inachevés de la démocratie, les régimes transitoires sont confrontés aux déficits de reconnaissance.

Aussi bien au Mali qu'au Niger, la reconnaissance des pairs et de la communauté internationale est quasi inexistante. Autre déficit social : les régimes transitoires sont en proie au rejet d'une partie de leurs populations, faute de résultats concrets contre l'insécurité.

En effet, les putschs militaires portant au pouvoir leurs auteurs, ne préparent pas ces derniers à l'exercice du pouvoir. Effet immédiat : rejet, isolement. D'autant que reconnaître un putsch militaire, c'est piétiner les relations internationales régissant l'ordre mondial.

Reconnaître un putsch militaire, c'est aussi renier les valeurs de l'idéal démocratique telles que l'organisation de la vie politique grâce aux choix des dirigeants (suffrage universel), les règles de séparation et de contrôle des pouvoirs ou la garantie des libertés individuelles et collectives.

Les régimes transitoires actuels s'usent à donner des garanties sécuritaires et démocratiques permettant aux citoyens de croire profondément en eux.

Le Niger, foyer des règlements de compte géopolitiques

Ibrahim Traoré du Burkina-Faso peine à ramener la sécurité au pays des hommes intègres. Les tueries à Noaho d'août 2023 reflètent les limites des stratégies de contreterrorisme de Traoré.

Certains le représentent Sankariste, mais d'autres le découvrent impuissant face au terrorisme. Au Mali Assimi Goïta se démène à rétablir le dialogue avec la CMA, qui reproche à Bamako d'enterrer l'Accord de paix (2015) en raison des bombardements de ses positions le 28 août 2023 à Anéfis (Kidal).

Signe d'un nouvel embrasement du Mali ? En attendant, à Tombouctou ou à Sofara, les sbires d'Aqmi et de l'EIS terrorisent les populations. Au Niger, le pouvoir d'Abdourahmane Tchiani est fragile.

Certains de ses collaborateurs s'irritent. Un manitou des renseignements considère Tchiani comme le putschiste le plus désespéré du Sahel. Le Niger est devenu le foyer des règlements de compte géopolitiques. La responsabilité du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) est gigantesque, surtout au sujet des tensions avec la France.

Américains et Français naviguent de conserve sur le Niger

La confrontation entre Paris et Niamey est loin de connaître son épilogue. Paris rejette la demande d'expulsion de son Ambassadeur, Monsieur Sylvain Itté, par le Niger. Une première.

La suite : Paris oppose l'idée de l'illégitimité du pouvoir de Tchiani. Comme la Cedeao, Paris ne reconnaît pas Tchiani. En mal de reconnaissance internationale, Tchiani tente d'agir comme ses homologues malien et burkinabé, qui ont expulsé les ambassadeurs français et obtenu le départ des armées françaises (Barkhane et sabre).

Mais le contexte malien est différent de celui du Niger. Rappelons qu'au Niger, contrairement au Mali, il y a deux acteurs majeurs : les armées américaine et française. Deux puissances occidentales, tête de pont de la lutte contre la pénétration russe en Afrique.

Décryptage : toute belligérance contre l'un suscitera le soutien de l'autre quelques soient les intérêts parfois divergents. Pour l'instant, Américains et Français naviguent de conserve sur le Niger.

Par conséquent, Tchiani est obligé de composer avec la France et les Etats-Unis d'Amérique s'il veut sauver les meubles.

Le CNSP se claquemure

D'autant que, à en croire les spécialistes, une crise économique s'annonce au Niger. Des millions de Nigériens parmi les plus vulnérables, manqueraient de l'essentiel : électricité, nourriture, sécurité.

Comme toujours, le putsch suscite une angoisse chez les populations. Difficile de tenir un pays sous sa botte. La colère d'une partie des Nigériens pourrait se transformer en rejet de Tchiani.

Les soutiens réconfortants des exécutifs burkinabé et malien permettraient-ils à Tchiani de remettre sur les rails le train nigérien ? Evidemment, à force d'être rejeté par la communauté internationale et une partie des Nigériens, le CNSP se claquemure.

Espérons que les négociations entre le Niger et la Cedeao et la médiation algérienne débouchent sur une sortie de crise. D'autant qu'un quelconque soutien russe serait un mirage au moment où Evgueni Prigojine (patron de Wagner), l'homme des basses œuvres de Poutine, meurt à Tver (Russie) dans un crash d'avion le 23 juin août 2023.

Aujourd'hui, la présence américaine (1100 soldats) et française (1500 soldats) oblige à réfléchir deux fois avant d'imaginer une implantation russe au Niger.

Des compromis intelligents

Pour conclure, les crises institutionnelles découlant des putschs militaires aboutissent à des crises de reconnaissance.

Qu'il s'agisse du dernier putsch militaire (30 août 2023) de Brice Oligui Nguema contre Ali Bongo au Gabon ou de tous les putschs antérieurs, les régimes transitoires doivent oser ce qu'ils s'interdisent : s'adapter pour trouver des compromis intelligents.

Il serait difficile d'espérer construire des régimes militaires au 21ème siècle sans s'attendre à un retour de bâton. Donc, il serait habile de s'inscrire dans une quête de reconnaissance en donnant des gages de retour à l'ordre constitutionnel pour réguler la vie politique.

Source : Mali Tribune

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de